



LETTRE D'INFORMATION

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

Les agences de l'ONU renouvellent leur soutien à l'Afrique

A la veille de l'ouverture à Ouagadougou du premier sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté, les représentants de quinze organisations spécialisées de l'ONU réunis autour du directeur général du BIT (Bureau international du travail) Juan Somavia ont renouvelé leur appui à l'Afrique.

Ces agences ont participé à l'initiative de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont le BIT est l'organe exécutif, à la préparation d'un document de réflexion pour définir les grands problèmes prioritaires et proposer des initiatives concrètes sur la base de leurs expériences et de leur compétences dans le cadre des décisions de l'Union africaine et du NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique.

Au cours de leur réunion consultative, en présence d'observateurs du PNUD, de l'UNICEF et du FMI notamment, les participants ont examinés les mécanismes de suivi qui pourraient contribuer à la mise en œuvre des engagements qui seront issus de ce sommet.

Ils se sont demandés comment aller plus loin, évoquant un renforcement de leur cohérence d'action sur le terrain à l'exemple de ce qui se passe déjà au Burkina Faso ainsi que la réalisation d'études plus poussées sur les capacités de création d'emplois dans certains secteurs comme l'agriculture et le secteur informel.

Ils ont aussi souligné la nécessité de la prise en main (appropriation) par les Etats de ces programmes, soulignant que le système des Nations Unies était au service des pays.

Pour eux, l'emploi devrait être désormais placé au centre des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (Poverty reduction strategic papers) et il faudra voir comment relayer les études qui seront faites au Forum de Développement africain (African Development Forum).

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains présents à Ouagadougou doivent se prononcer sur une déclaration solennelle, un plan d'action en onze points et des mécanismes de suivi sur le plan national, sous-régional et continental mis au point par le Conseil exécutif de l'Union africaine.

Selon l'ONU, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Rodrigo de Rato, le directeur adjoint chargé des opérations du Programme alimentaire mondial (PAM) Jamie Wickens, le vice-président de la Banque mondiale Callisto Madavo, le directeur du Département d'appui aux pays et régions de l'ONUSIDA Michel Sibidé, le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Jacques Diouf ainsi que des représentants du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'Organisation des Nations Unies pour le

développement industriel (ONUDI) seront présents au sommet aux côtés de M. Somavia.

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) Amoako, représentera le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan.

Le directeur général du BIT a souligné mardi, au cours d'un point de presse, la convergence de l'ensemble des acteurs, y compris les représentants de la vie civile, concernant la place primordiale de l'emploi pour lutter contre la pauvreté.

« L'OIT est au service de l'Afrique. Il est à la disposition des gouvernements, des travailleurs et des entrepreneurs pour les aider à travailler ensemble », a-t-il dit.

Il a estimé que l'Afrique a beaucoup progressé sur la bonne gouvernance nationale « mais nous n'avons pas encore une bonne gouvernance globale », a-t-il ajouté. Pour lui, l'Afrique est en train de réagir pour obtenir une correction de cap et replacer l'emploi à sa place, c'est à dire au centre des politiques de développement.

Il a affirmé que le suivi était fondamental, en commençant par le suivi national, car il y a des situations spécifiques à chaque pays. « Il n'y a pas de pensée unique car si les problèmes sont semblables, les solutions peuvent être différentes », a-t-il précisé.

Pour lui, une question importante est de savoir de quelle marge de manœuvre disposent les pays africains par rapport à la mondialisation qui pour le moment « n'est pas juste » a-t-il déclaré.

Une réunion sur la dimension sociale de la mondialisation qui a fait l'objet d'une étude approfondie de l'OIT doit se tenir le 20 septembre à New York en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement venus du monde entier qui se pencheront le même jour, sur les moyens de financer la lutte contre la pauvreté, la faim et les pandémies.